Année XXII. N° 585 — 25 Mars 1922.

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

SALLE COMMUNALE DE PLAINPALAIS

Samedi 1er Avril, à 8 h. 1/2 du soir

SOIRÉE LITTÉRAIRE, MUSICALE et DANSANTE

au bénéfice du quotidien *Umanità Nova*.

La leçon russe

Il serait cruel d'insister sur le désastre auquel a abouti en Russie l'expérience bolcheviste d'instaurer au moyen de l'Etat, non pas le communisme dont il n'a jamais été à vrai dire question, mais une économie nouvelle entièrement dirigée par le pouvoir politique.

Nous ne voulons donc pas nous acharner contre des vaincus, si insolents qu'ils se montrent encore à notre égard. Nous avouons même qu'il nous prend presque l'envie de les défendre, lorsque nous voyons la meute réformiste qui, revenue de sa grande peur de perdre ses sinécures et sa quiétude, se venge férocement sur eux.

Mais il nous sera permis de faire ressortir comment les petits bourgeois, les utopistes, les ignorants que nous sommes au dire de Messieurs les marxistes, avons toujours eu une conception révolutionnaire autrement pratique que tous les savantasses qui prétendaient se gausser de nous.

Chacun sait que pour nous la révolution a été de tout temps la condition préalable à toute transformation sociale. Nous n'avons jamais varié, ni détourné le peuple vers de soi-disant œuvres *pratiques*, aboutissant à des adaptations au régime capitaliste et venant le renforcer.

Mais la révolution devenant une réalité, que disions-nous? Un article de Malatesta, publié par nous en 1910, expliquait ainsi notre manière de voir :

Une fois le gouvernement disparu, avec toutes les institutions nuisibles qu'il protège, une fois la liberté conquise pour tous ainsi que le droit aux instruments de travail, sans lequel la liberté est un mensonge, nous n'entendons détruire toutes choses qu'au fur et à mesure que nous pourrons en substituer d'autres.

Par exemple : Le service de ravitaillement est mal fait dans la société actuelle, il s'effectue d'une façon anormale avec un grand gaspillage de force et de matériel et seulement en vue des intérêts des capitalistes ; mais en somme de quelque façon que s'opère la consommation, il serait absurde de vouloir désorganiser ce service, si nous ne sommes pas en mesure d'assurer l'alimentation du peuple plus logiquement et plus équitablement.

Il existe un service des postes, nous avons mille critiques à en faire, mais pour l'instant nous nous en servons pour envoyer nos lettres ou pour en recevoir : supportons-le donc comme il est tant que nous n'aurons pu le corriger.

Il y a des écoles, hélas ! combien mauvaises, pourtant nous ne voudrions pas que nos fils restassent sans apprendre à lire ni à écrire, en attendant que nous ayions pu organiser des écoles modèles suffisantes pour tous.

Par là nous voyons que pour instaurer l'anarchie, il ne suffit pas d'avoir la force matérielle pour faire la révolution, mais il importe aussi que les travailleurs associés selon les diverses branches de production, soient en mesure d'assurer par eux-mêmes le fonctionnement de la vie sociale sans le secours des capitalistes et du gouvernement.

On peut constater de même que les idées anarchistes, loin d'être en contradiction avec les lois de l'évolution basée sur la science, comme le prétendent les socialistes scientifiques, sont des conceptions qui s'adaptent parfaitement à elles : c'est le système expérimental transporté du terrain des recherches dans le champ des réalisations sociales.

Ce n'est certes pas les anarchistes qui auraient jamais adopté les mesures folles et criminelles prises en Russie contre les artisans, la petite industrie, les coopératives, le libre échange entre producteurs, etc. Nos destructions auraient été la suite naturelle de substitutions viables.

A côté de la conception absurde de « centraliser entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat constitué en classe dirigeante, les instruments de production », sous le fallacieux prétexte d'« accroître au plus vite la masse disponible de forces productives » — le *Manifeste communiste* énonçait ce principe essentiel : « Le communisme n'ôte à personne « le pouvoir de s'approprier des produits so- « ciaux ; mais il ôte le pouvoir de s'assujettir, « en se l'appropriant, le travail d'autrui. »

Voilà le problème capital du début : supprimer la possibilité d'assujettir le travail d'autrui. Or, cela ne se réalise certes pas, en permettant à une poignée de dictateurs — faisant fonction de *prolétariat* — d'assujettir le travail de tout le pays, comme ç'a été le cas en Russie.

Il est facile de constater, même pour nos orthodoxes du marxisme, que toute solution étatiste et gouvernementale, aboutit au pouvoir pour un parti — minorité dans le pays et soumis lui-même à quelques chefs et délégués — « d'assujettir, en se l'appropriant, le travail d'autrui ».

L'Etat poursuivant toujours cette pratique d'assujettissement et d'appropriation du travail d'autrui, le communisme, qui en est la négation, ne peut évidemment pas progresser en même temps. La contre-révolution découlera alors de l'impuissance même du nouveau gouvernement à réaliser son programme.

La dictature ne représente pas seulement une contradiction entre le moyen et le but, mais son fonctionnement est inconcevable sans le maintien du privilège que soi-disant elle a pour mission de détruire, en le transférant simplement à de nouveaux privilégiés qui ne tarderont d'ailleurs pas à s'entendre avec les anciens.

Telle est la leçon des événement de Russie. Souhaitons qu'elle ne soit pas perdue.

Les Pogromes de l'Idée

(*Le Tocsin d'Oural*, n° 2.)

Les pogromes ne sont point un phénomène nouveau. Ils ont eu lieu et dans l'antiquité, et au moyen âge, et de nos temps sous nos yeux. Les pogromes — attaques d'hommes pour les assassiner et détruire leurs biens — ont été commis pour les buts les plus différents et dans les formes les plus diverses.

Dans l'antiquité, les Romains païens tuaient les chrétiens, les envoyaient aux bûchers, les jetaient aux bêtes, les crucifiaient et les suppliciaient de différentes manières.

Au moyen âge des chrétiens versaient le sang d'autres chrétiens, qui priaient Dieu différemment qu'eux.

Nous avons tous entendu parler des invasions de Tatares et des pogromes qui faisaient souffrir si horriblement nos ancêtres.

Et encore vivants dans notre mémoire sont les pogromes juifs, organisés par nos tzars dans le but de rendre impossible la révolution, en dirigeant l'irritation populaire contre la population juive, et faisant retomber ainsi de la tête malade sur la tête saine le poids de tous les crimes envers les pauvres. Les participants de ces horribles et féroces pogromes n'étaient pas souvent responsables de leurs actes, car ils étaient entraînés et trompés par les valets tzaristes.

Dès le début de la révolution russe, nous avons respiré librement, en pensant que bientôt viendrait la fin de nos souffrances et que les pogromes si horriblement inhumains ne pourraient plus se produire. En effet, pendant la première année de la révolution, les pogromes — qui jusque là étaient en Russie des phénomènes très fréquents — ne se produisirent plus. Mais cela ne dura pas. Ces derniers temps les pogromes ont recommencé chez nous avec une violence incroyable.

Dans le midi de la Russie, en Ukraine, les bandes allemandes écrasent férocement les révolutionnaires. Tous ceux qui luttent contre le Parlement, la Rada, traîtresse d'Ukraine, sont fusillés, jetés en prison, subissent toutes sortes de tortures, d'humiliations.

Et dans la Grande Russie, surtout dans les capitales, ont lieu des pogromes d'un nouveau caractère, faits non pas par les *houligans* (bandes noires) de l'année 1905 d'après l'ordre des serviteurs tzaristes, ni par les soldats allemands ivres de sang et sur l'ordre de Guillaume le Sanguinaire Non ! Ces pogromes sont faits par les hommes conscients qui se donnent le nom de « socialistes » et de « communistes ». Ces pogromes se font par l'autorité révolutionnaire russe.

Les autorités actuelles ont écrasé dans beaucoup de villes les organisations anarchistes, ont désarmé, arrêté et déporté en des terres lointaines nos camarades.

A la faveur de la nuit, l'armée gouvernementale a assailli les clubs, les rédactions et les homes anarchistes, les s saccagés, a tiré sur les dormeurs et en a tués beaucoup. Et tout cela, parce qu'au milieu des anarchistes se trouvaient des individus qui abusaient de ce nom « anarchiste », des criminels qui n'avaient rien de commun avec les anarchistes. Mais au lieu de frapper ces criminels de droit commun, notre gouvernement a persécuté tous les anarchistes, sans distinction, ni plus ni moins que ce roi français, fervent catholique, qui, au moyen âge, donna l'ordre à ses troupes d'exterminer en une seule nuit tous les Huguenots, et à la demande comment peut-on distinguer qui est catholique ou non, il ordonna de tuer tous les suspects, en ajoutant que Dieu reconnaîtrait bien les siens dans l'autre monde. Notre gouvernement a suivi l'exemple de ce monstre sanguinaire du moyen âge.

Mais pourquoi le gouvernement n'applique-t-il pas les mêmes mesures au parti communiste bolcheviste ? Tout récemment encore Lénine a annoncé — mais nous le savions bien avant — que dans le parti communiste se sont infiltrés beaucoup d'individus, qui n'ont rien de commun avec le socialisme ? Pourquoi donc la Tché-Ka en lutte avec la contre-révolution, n'arrête-t-elle pas tous les bolchevistes, Lénine le premier, et ne vérifie-t-elle pas si les bolchevistes sont des hommes d'idées ou des criminels de droit commun ? Ou n'est-ce qu'envers les anarchistes qu'ils osent dépasser la férocité des serviteurs de Guillaume et de la Rada ukrainienne ? Les bachibouzoucks allemands tuent en Ukraine seulement ceux qui d'après leur opinion ont mérité l'exécution. Mais le gouvernement de Lénine frappe tous les anarchistes sans distinction de coupable ou non. Voilà la conséquence de l'ivresse que donne la puissance gouvernementale — même socialiste !

Oui, nous savons, et nous ne l'avons jamais nié, que dans les groupes anarchistes — comme dans toutes les organisations politiques — se sont introduits des criminels qui se sont joints à la révolution pour des buts personnels, buts de brigands et de pillards. Nous avons lutté contre eux et nou lutterons encore, car ils nuisent à notre œuvre de rénovation de l'humanité. Mais cela ne suffit nullement à justifier l'écrasement des organisations anarchistes.

Les pogromes anarchistes ont une autre raison. Ils sont organisés, parce que le mouvement anarchiste a commencé à se répandre rapidement. Les ouvriers et les paysans, en créant une révolution puissante, attendaient beaucoup d'elle mais ont obtenu très peu. Dès les premiers jours de la révolution les politiciens de tous genres empêchaient leur *auto-activité*, visant à créer une vie nouvelle, libre. La population révolutionnaire trompée confiait son sort tour à tour aux différentes autorités et attendait des nouveaux maîtres l'amélioration de sa situation. Mais toutes les autorités, au lieu de s'occuper de la création de cette vie nouvelle, s'occupaient des querelles de partis et de la lutte pour le pouvoir. Après quinze mois de révolution, la masse n'a pas trouvé que sa situation fût améliorée et a commencé à perdre toute foi en n'importe quelle autorité. Elle a commencé à comprendre que l'autorité, comme une maladie contagieuse, tue tous, même les meilleurs qui se chargent de gouverner les hommes. Elle a commencé à comprendre que son affranchissement ne peut être que son œuvre. Elle a ainsi écouté les anarchistes, mais non pas pour leur confier son sort — car un gouvernement composé d'anciens anarchistes serait aussi impuissant que tout autre à faire quelque chose de bon. La population révolutionnaire, d'après les idées anarchistes, commence à s'apercevoir qu'elle peut se passer du secours d'un gouvernement autoritaire. Ce mouvement anarchiste croissant inquiétait le parti gouvernemental bolchevisto, qui a décidé d'en finir avec l'anarchisme.

Mais les bolchevistes se sont trompés. Ils peuvent tuer les anarchistes, mais ils ne peuvent pas anéantir leur idéal, car il est immortel. Et, peut-être, le temps n'est plus loin où les idées du communisme anarchiste commenceront à se réaliser.

Les pogromes d'anarchistes à Moscou et ailleurs n'ajouteront qu'une infamie de plus à l'histoire du bolchevisme — et rien autre. Honte ! honte ! à ceux qui se livrent à une lutte fratricide pour conserver le pouvoir !

(*Traduit du russe par* V. Sl.)

Réponse erronée

A la question posée par la *Libre Pensée* : « la religion est-elle un obstacle à la transformation sociale », — nous lisons cette réponsé, signée John Simon :

Si, dans le cas particulier, le « credo » s'identifie avec le but à atteindre, cette « religion » sera un puissant moyen auxiliaire à la transformation sociale ; dans tous les autres cas, elle sera un sabot.

J'ajoute, pour être compris, que le cas exposé n'est pas nécessairement celui où la liaison s'opère sous les auspices d'une déité ; tels politiciens, tels révolutionnaires, tels apôtres matériels considèrent de fait leur idéal comme une religion et, à mon point de vue, c'en est une, elle pourra même avoir son fanatisme, voire son jésuitisme, et moi-même n'en est pas toujours été exempt !

Quant aux Eglises : catholiques, orthodoxes, protestantes et leurs dérivés, leur intérêt clérical est le *statu quo*, sinon la réaction vers le passé ; c'est dire que leur existence est un soufflet au progrès et même à la liberté individuelle dans de nombreux cas.

Cette réponse nous paraît se prêter à plusieurs interprétations, aussi croyons-nous devoir la relever. Il est vrai que son auteur jette par dessus bord toutes les églises constituées, et nous avons rencontré plus d'un *croyant* qui déclare en faire de même, mais ces églises éliminées, entend-il considérer la religion et l'esprit religieux comme utiles ou nuisibles ?

Rien de plus dangereux, à notre avis, que de faire de la révolution une « religion » et de l'esprit révolutionnaire un « esprit religieux ». Après la faillite de la grande révolution européenne de 1848, les révolutionnaires les plus clairvoyants en avaient signalé comme l'une des causes la persistance du sentiment religieux. Non, l'idéal d'une société meilleure ne peut être que la négation de tout idéal mystique : l'affirmation du droit humain implique la négation du droit divin ; l'œuvre révolutionnaire ne devient efficace et définitive qu'en tant qu'elle est concrète et la diriger vers des abstractions, c'est s'égarer et préparer la contre-révolution.

En l'absence même des « auspices d'une déité », il est pour nous évident que si l'on considère un idéal comme une religion, c'est que, somme-toute, on pense que la société devra maintenir encore son caractère religieux, et dès lors il y a beaucoup à parier que ce sera le cas de répéter à nouveau : plus ça change, plus c'est la même chose. Il y aura eu tout au plus *réformation*, mais non *transformation*.

Proudhon, qui avait bien aperçu ce danger, écrivait en 1857 :

Nous assistons à la décomposition de nos mœurs. Et comme aux temps des Césars, il ne manque pas de prédicants, néo-chrétiens, ex-chrétiens, matérialistes, spiritualietes, panthéistes et athées, pour nous avertir de nous refaire une religion et une idole, attendu que nous ne pouvons rien attendre de bon de nous-mêmes, méchants et sots que nous sommes. Avec quelle surprise nous avons vu des hommes qui se disaient révolutionnaires offrir, en guise de consolation, cette triste thèse à leurs amis abattus !

Il faut un nouveau culte, il faut de nouveaux fers,
Il faut un nouveau dieu pour l'aveugle univers.

C'est la démocratie qui tient aujourd'hui ce langage de Mahomet. Comme si le dogme de la chute, comme si l'idée religieuse n'était pas devenue, par toute l'Europe, le mot d'ordre de la contre-révolution elle-même ! Comme si ceux qui depuis 1848 ont le plus déclamé contre la canaille humaine n'étaient pas précisément ce que le siècle compte de plus vil et de plus dépravé !

Rien de plus faux que de nous refaire une religion, en croyant à nous ne savons quelle force, quelle action, quelle aide, en dehors de nos propres forces, de notre action directe, de notre entr'aide : en comptant aussi peu que possible sur nous-mêmes pour espérer surtout en la providence !

Non, ou nous concevons la transformation sociale en rapport avec tout ce qu'il y de plus réel et de moins transcendental dans la vie, ou nous ne ferons que retomber dans de vieux errements. Si avec les églises, l'esprit religieux n'est pas aussi radicalement éliminé, nous ne tarderons pas à en être victimes une fois de plus.

Appel

du Bureau étranger pour la création de la Confédération syndicaliste-anarchiste russe au prolétariat universel mondial et aux organisations anarchistes de tous les pays.

Chers camarades,

Expulsés de la Russie par le gouvernement bolcheviste, échoués snr le sol inhospitalier de l'Allemagne social-démocrate, nous croyons de notre devoir de vous raconter en peu de mots les événements de Russie et de vous demander de nous venir en aide, car notre lutte, notre but, notre victoire, sont aussi les vôtres !

La Révolution est morte ! Vive la Révolution !

La grande Révolution est étouffée, son esprit est tué, les masses des travailleurs affamés et à bout de forces sont totalement déçus et ne voient aucune issue.

Le Comité central du Parti communiste russe est arrivé, grâce à l'armée rouge disciplinée, une gendarmerie féroce et plusieurs sections de mouchards à réduire à l'esclavage les ouvriers et les paysans russes au nom de la « Dictature du Prolétariat ».

Les essais multiples faits par les travailleurs pour se débarrasser du régime Abdul-Hamid-Marx ont échoués. La force armée et les persécutions de la Tchéka en ont eu raison. Le pouvoir communiste ne s'arrête même pas devant les assassinats en masse d'ouvriers, de paysans ou de matelots révolutionnaires. Plusieurs villages de la Russie centrale, de la Volga, de l'Ukraine ont été saccagés, rasés par l'artillerie de Trotzky. Nombreux sont les fusillés, lors de l'émeute soi-disant contre-révolutionnaire de Cronstadt. Les cachots, les geôles, les camps de concentration de notre immense « Russie soviétiste » sont pleins de libertaires, de socialistes de gauche, d'ouvriers sans parti mais vraiment révolutionnaires. Beaucoup d'entr'eux sont déportés dans les pays froids et affamés de l'extrême nord de la Russie.

Mais tous les efforts du parti bolcheviste régnant sont vains. Malgré les atrocités qu'il commet, notre propagande ne ralentit pas et les idées anarchistes-syndicalistes se sont enracinées dans le pays révolutionnaire. Des groupements anarchistes et anarchistes-syndicalistes se créent à nouveau dans l'Oural, l'Ukraine et la Russie centrale. Dans les milieux ouvriers, l'intérêt pour la parole libertaire s'accroît de jour en jour, ainsi que pour notre conception fédéraliste et anti-autoritaire. La jeunesse lit attentivement les écrits de Malatesta, Bakounine, Kropotkine, etc. que les agents de la Tchéka n'ont pas entièrement détruits !

Maintenant de nouveaux problèmes surgissent en Russie. Avec la nouvelle politique économique, des milliers d'ouvriers sont vendus aux capitalistes nationaux et étrangers par le « gouvernement des ouvriers et paysans » ! Les Radeck, les Krassine, les Rakowsky font des courbettes devant les Poincaré-la-guerre, les Lloyd George, tout en cherchant l'unité des fronts prolétariens avec les Noske, les Thomas, les Jouhaux et autres traîtres du même acabit !

La Russie révolutionnaire attend évidemment de nouveaux appels ; elle attend la voix libertaire pour s'organiser et s'apprêter aux nouveaux combats !

Vous savez qu'à la trompeuse Internationale communiste adhèrent encore des masses nombreuses d'ouvriers dans le monde entier, grâce à la démagogie sans conscience et aux subsides de Moscou. Il faut donc démasquer les maîtres-chanteurs de l'Internationale communiste, et lutter contre l'ennemi féroce et doublement dangereux caché derrière ce nom de *communiste*. Il faut que les masses ouvrières russes désabusées et abattues entendent notre voix libertaire.

Entre anarchistes et syndicalistes chassés de la Russie de par la volonté du Comité central du Parti communiste russe, nous avons pris sur nous l'engagement devant la Révolution sociale, devant la Russie des ouvriers et des paysans, devant nos compagnons livrés aux pires tortures dans les prisons bolchevistes, de ne pas cesser le combat, de rester sur la brèche, de poursuivre hardiment notre lutte pour la libération économique et l'affranchissement moral, pour la Commune libertaire.

Notre devoir est d'appeler les travailleurs de la Russie à l'organisation de leurs forces pour la lutte suprême et définitive, d'attirer dans nos rangs les cadres des instituteurs et d'éduquer la jeunesse ouvrière et paysanne.

Nous devons employer toutes nos forces à combattre le régime du knout « communiste », qui veut succéder à l'ordre capitaliste pourri.

Votre devoir, camarades, est de nous venir en aide, afin que nous puissions créer une librairie libertaire russe, lutter contre la réaction rouge et préparer les voies à la révolution anti-étatiste et anti-autoritaire.

En nous aidant moralement et matériellement dans notre tâche difficile et pleine de responsabilités, vous montrerez ainsi tout votre mépris et votre dégoût pour la dictature intolérable du gouvernement bolcheviste, et toute votre sympathie pour les vrais révolutionnaires, s'inspirant de la pensée anarchiste.

Nous sommes persuadés, camarades, que vous ne resterez pas sourds à notre appel et y répondrez nombreux.

Nos buts, notre lutte sont les vôtres, et comme disaient jadis les insurgés polonais : Nous luttons pour notre et votre liberté !

Avec notre salut fraternel

Pour le Bureau :

Marc Matchni. Y. Yartschun. J. Matimoff.

VIENT DE PARAITRE en brochure avec couverture :

Errico MALATESTA

EN PÉRIODE ÉLECTORALE

DIALOGUE ENTRE OUVRIERS

Prix : 10 centimes

Pour les Russes

Total précédent	Fr. 498.15
Genève, Vieux Savoyard	10.—
Total	Fr. 508.15

Matérialisme historique

Le grand précurseur socialiste italien Pisacane, massacré avec ses compagnons au cours d'une insurrection en 1857, avait publié un abrégé de l'histoire d'Italie, où nous lisons à propos de la chute de l'Empire romain les pages suivantes :

... Les immenses fortunes de quelques-uns et la misère du grand nombre poussèrent Rome à la ruine complète. Le gouffre qui séparait les riches des pauvres, engloutit toute vertu et n'exhala que des vices, et dans ce gouffre, qui alla s'élargissant, s'abîma, comme nous le verrons, l'Empire.

Quelles furent donc les institutions qui produisirent cette inégalité des fortunes, cause de corruption et de ruine? Voilà la question qui se pose naturellement à l'énoncé des faits. Fut-ce le pouvoir excessif du Sénat, ou celui de la plèbe, ou l'institution des Consuls? Ce ne fut rien de tout cela. Les destinées des peuples dépendent très peu des institutions politiques. Ce sont les lois de l'économie sociale qui absorbent tout, qui entraînent tout dans leur tourbillon. *Le droit de propriété illimité*, c'est-à-dire *le droit de posséder au delà des besoins pendant que d'autres manquent du nécessaire*, ce droit fut la seule cause de la décadence des Romains, comme il avait été déjà la cause de celle des populations de la Grande-Grèce. Ce fait ne peut être nié.

Dans les divers soulèvements, comment se comporta le Sénat envers la plèbe en révolte? Il en fuyait, comme il pouvait, le premier élan, et puis, doucement, par quelques concessions, il la réduisait,car, dit Tite-Live en parlant de la plèbe, « ensemble ils sont décidés et forts, mais quand chacun commence à penser à son propre péril, ils deviennent lâches et faibles. » L'institution des tribuns donna à la plèbe ce qui lui manquait : une tête et l'unité ; ses réclamations ne furent plus vagues, mais nettes : loi agraire et abolition des Consuls. Mais si les réformes exigées par les tribuns attaquaient le mal dans ses racines, la plèbe stupide n'en était pas assez convaincue, elle secondait ses chefs jusqu'à un certain point, puis se laissant entortiller par la fourberie des patriciens, elle se contentait de fort peu et souvent se retournait même contre les tribuns.

Les tribuns par la loi agraire voulaient défendre l'égalité matérielle ; les patriciens s'opposaient de tout leur pouvoir à leur demande et, au lieu de se dépouiller de leurs privilèges, ils accordaient pleine et entière l'égalité politique et morale et l'égalité devant la loi, ce qui faisait dire à Machiavel que les hommes renoncent plus facilement aux honneurs qu'aux richesses.

Les tribuns voulaient limiter l'autorité des Consuls, les patriciens n'y consentirent point, mais donnèrent aux plébéiens le droit d'être Consuls ; ils se dépouillaient du droit à l'autorité plutôt que de le voir limité. La raison de ceci est évidente : les tribuns dans les deux questions combattent le *principe*, les patriciens se défendent de toute leur force, font toutes les concessions pour le conserver indemne, l'ignorance de la plèbe leur assure la victoire.

Quelles en furent les conséquences? Le droit de propriété restant illimité, la société se divise en deux classes : une oligarchie immensément riche, une plèbe infiniment misérable, et Rome aurait été bientôt détruite par un tel état de choses, si un déversoir continuel : les colonies, n'avait prolongé son existence. Tous les droits concédés au peuple dans l'élection des magistrats ne servirent à rien : la propriété donnait aux seuls propriétaires les magistratures et celles-ci à leur tour accroissaient leurs propriétés.

Le principe d'autorité, toujours émoussé, jamais renversé, fit son chemin ; d'une caste il passa à une oligarchie et puis, se restreignant sans cesse, il appartint à un seul. — Concluons donc :

1° — Le principe sur lequel un système social est basé transforme et tourne à son avantage toutes les institutions, même celles qui sont faites pour adoucir les maux qu'il engendre, et toutes les transformations qui, sans arracher le principe, tendent à s'en défendre, ne créent que des dommages, donnent de nouvelles et plus puissantes armes à l'ennemi. Les maux croissent à l'infini, jusqu'à ce que les opprimés se décident à abattre le principe ou que toute la société en soit détruite.

2° — La cause capable d'établir dans une société une inégalité matérielle sans limites, mènera cette société à sa ruine ; l'égalité morale sans l'égalité matérielle est une absurdité et un mensonge.

3° — Ce n'est ni dans la manière d'accorder le suffrage, ni dans l'universalité de celui-ci que consiste la liberté ; c'est dans les institutions qui tendent à limiter l'autorité.

4° — Si le peuple n'arrive pas à concevoir clairement ce qu'il doit prétendre, les bouleversements sont stériles. Toujours les puissants se conduiront envers le peuple de la même manière. Quand un cheval vous échappe, vous le rappelez par la douceur, quand vous l'avez rattrappé, vous lui faites sentir le frein et les éperons. C'est par de tels moyens qu'ils ont toujours réussi et réussiront toujours, quoique l'expédient soit connu de tous.

Carlo Pisacane (1851).

* * *

Ainsi, sans attendre que M. Engels eût décerné à M. Marx le brevet d'invention et de « propriété unique et exclusive » du *matérialisme historique*, Pisacane donnait, non pas dans un article de journal ou un manifeste, mais dans un livre d'histoire, une interprétation essentiellement socialiste des événements.

L'héroïque révolutionnaire italien résume très clairement toute sa doctrine en quatre points.

Le premier est la condamnation catégorique du réformisme. Tout système social est basé sur un principe économique, sans la destruction duquel nul changement réel n'est possible. Ne voyons-nous pas comment la coopération, le syndicalisme, l'assistance publique, la législation dite ouvrière ont, pour finir, tous tourné à l'avantage du capitalisme qu'ils se proposaient de saper et de détruire? Et alors quelle duperie le parlementarisme ne représente-t-il pas?

Le deuxième point que l'égalité morale sans celle matérielle est une absurdité et un mensonge n'a pas besoin d'être démontré. Les hommes égaux devant la loi et devant l'urne électorale, qui ne le sont pas devant la propriété et toutes les richesses, demeurent en réalité toujours inégaux : entre riches et déshérités, savants et ignorants, exploités et exploiteurs, puissants et faibles, un abîme toujours plus profond se creuse que les bulletins de vote sont insuffisants à remplir, chacun s'en rend bien compte.

Le troisième point met précisément le prolétariat en garde contre l'illusion du suffrage universel et de toutes les réformes électorales et parlementaires, avec lesquelles les partis socialistes continuent à amuser leurs troupeaux de votants. La liberté doit être cherchée dans une limitation de l'autorité, autrement dit dans la suppression des pouvoirs et des fonctions attribués à l'Etat, et non pas dans leur accroissement. C'est le contraire que nous avons vu se produire au nom du socialisme *scientifique*.

Enfin, Pisacane explique comment un mouvement, qui ne se propose pas de réaliser immédiatement des revendications précises et fondamentales, est destiné à échouer. Sans doute, au premier moment, les maîtres apeurés feront quelques concessions, qui laissant subsister d'ailleurs le principe basilaire de leur exploitation, ne changeront en somme rien d'essentiel à l'ordre établi ; mais il faut aussi toujours s'attendre à ce que, le calme rétabli, les concessions soient abrogées et remplacées par de nouvelles lois restrictives.

Voyez plutôt ee qui se passe à l'heure actuelle en Suisse. Lors de la grève générale de novembre 1919, la foule, faute de concevoir clairement ce qu'elle avait à exiger, fut vite vaincue. Et aujourd'hui, la journée de huit heures est virtuellement abrogée, cependant que le code pénal fédéral se trouve agrémenté de quelques peines supplémentaires contre la liberté d'opinion et de propagande.

Que voulez-vous? L'expédient propre à tromper le prolétariat est connu de tous, mais il réussira toujours, aussi longtemps que le socialisme *scientifique* lui conseillera d'accepter malgré tout la tromperie, en attendant mieux ! Car, paraît-il, il pourrait y avoir encore pire que d'être bafoué et battu pour le prolétariat. Et ce serait sans doute d'arriver à la fameuse dictature !

La vieille erreur dictatoriale.

A peine réunis et entrés en fonctions, nous pûmes constater ce fait important que les mots *Commune de Paris*, étaient compris de deux façons différentes par les divers membres de l'Assemblée.

Pour les uns, la Commune de Paris exprimait, personnifiait la première application du principe *anti-gouvernemental*, la guerre aux vieilles conceptions de l'*Etat unitaire, centralisateur*, despotique,

La Commune, pour ceux-là, représentait le triomphe du principe de l'autonomie des groupes librement fédérés et du gouvernement le plus direct possible du peuple par le peuple.

A leurs yeux, la Commune était la première étape d'une vaste Révolution sociale autant que politique, qui devait faire table rase des anciens errements. C'était la négation absolue de l'idée de dictature, c'était l'avénement du peuple lui-même au Pouvoir, et, par conséquent, l'anéantissement de tout Pouvoir en dehors et au-dessus du peuple.

Les hommes qui sentaient, qui pensaient, qui voulaient ainsi, formèrent ce qu'on appela plus tard le groupe socialiste ou *minorité*.

Pour d'autres, la Commune de Paris était, au contraire, la continuation de l'*ancienne* Commune de Paris de 93. Elle représentait, à leurs yeux, la dictature au nom du peuple, nne concentration énorme de pouvoir entre quelques mains, et la destruction des anciennes institutions par la substitution d'abord d'hommes nouveaux à la tête de ces institutions, transformées momentanément en armes de guerre, au service du peuple contre les ennemis du peuple.

Parmi les hommes de ce groupe autoritaire, l'idée d'*unité* et de *centralisation* n'avait pas complètement disparu.

S'ils acceptaient, s'ils inscrivaient sur leur drapeau le principe de l'*autonomie communale* et de la libre fédération des groupes, c'est que ce principe leur était imposé par la volonté de Paris ; mais quelques-uns le comprenaient peu ou mal, ou y apportaient de notables restrictions.

D'ailleurs, dominés par des habitudes d'esprit contractées pendant une longue existence de luttes, de revendications, dès qu'on arrivait à l'action, ils retombaient dans la voie qu'ils avaient suivie si longtemps, et se laissaient aller, avec une bonne foi incontestable, à vouloir appliquer de vieux procédés à une idée nouvelle. Ils ne comprenaient pas qu'en pareil cas la forme emporte presque toujours le fond, et qu'en voulant fonder la liberté par des moyens dictatoriaux ou arbitraires, on tue celle-là même qu'on veut sauver. *Arthur Arnould* (1878).

SALLE COMMUNALE DE PLAINPALAIS

Vendredi 31 Mars, à 8 h. 1/2 du soir

Patries matérielles
Patrie spirituelle

Conférence par le Comte de FITZ-JAMES

En vente au RÉVEIL :

P. KROPOTKINE. La Conquête du Pain	Fr. 2 50
— Paroles d'un Révolté	2 50
— Lettre aux ouvriers occidentaux	— 05
BAKOUNINE. Œuvres, six volumes. Chaque volume séparément	2 50
— L'organisation de l'Internationale	— 05
H.-E. DROZ. Du Rêve à l'Action, poésies	2 50
Elisée RECLUS. Evolution et Révolution	— 30
H. de FITZ-JAMES. La guerre et l'exploitation de la crédulité (Trois conférences)	— 30
Errico MALATESTA. Au Café	— 20
F. ROUGE. Chansons pour rire rouge et jaune	— 20
Charles MALATO. L'assassinat de Ferrer	— 10
Aristide BRIAND. La Grève générale et la Révolution	— 10
P. KROPOTKINE. Aux jeunes gens	— 10
— La Loi et l'Autorité	— 10
— L'esprit de révolte	— 10
— L'idée révolutionnaire dans la révolution	— 10
— L'action anarchiste dans la révolution	— 10

Au Café

XI.

Ambroise. — J'oi réfléchi à ce que vous m'avez dit dans nos conversations... et je renonce à discuter. Non que je me confesse vaincu ; mais... en somme, vous avez vos raisons et l'avenir pourrait bien être pour vous.

En attendant, je suis magistrat et tant que la loi est là, je dois la respecter et la faire respecter. Vous comprenez....

Georges. — Oh, je comprends très bien. Faites, faites seulement. Ce sera notre affaire d'abolir la loi et de vous libérer ainsi de l'obligation d'agir contre votre conscience.

Ambroise. — Doucement, doucement, je n'ai pas dit cela... mais passons.

Je voudrais de vous quelque autre explication.

Nous pourrons peut-être nous entendre sur les questions regardant le régime de la propriété et l'organisation politique. Après tout, ce sont des formes historiques qui ont changé maintes fois et qui peut-être changeront encore.

Mais il y a des institutions sacrées, des sentiments profonds de l'âme humaine que vous blessez continuellement : la famille, la patrie !

Par exemple, vous voulez mettre toute chose en commun. Naturellement, vous mettrez en commun aussi les femmes et vous ferez ainsi comme un grand sérail, n'est-il pas vrai ?

Georges. — Ecoutez, si vous voulez discuter avec moi, faites-moi le plaisir de ne pas dire de sottises et de ne pas faire de l'esprit de mauvais aloi. La question que nous traitons est trop sérieuse pour l'émailler de lazzis vulgaires !

Ambroise. — Mais... je parlais sérieusement. Que ferez-vous des femmes ?

Georges. — Alors tant pis pour vous, car il est vraiment étrange que vous ne compreniez pas l'absurdité de ce que vous avez dit. Mettre en commun les femmes ! Et pourquoi ne dites-vous pas que nous voulons mettre en commun les hommes ? Ce qui peut seul expliquer votre conception, c'est que, par une habitude invétérée, vous considérez la femme comme un être inférieur, créé et mis au monde pour servir d'animal domestique et d'instrument de plaisir au mâle, vous la comptez pour une chose et vous supposez qu'il faut lui assigner le destin des choses. Mais nous, qui considérons la femme comme un être humain semblable à nous et devant jouir de tous les droits et de tous les moyens d'existence dont jouit ou doit jouir le sexe masculin, nous trouvons tout simplement vide de sens la question : Que ferez-vous des femmes ? Demandez plutôt : Que feront les femmes ? — Et je vous répondrai *qu'elles feront ce qu'elles voudront* et que, puisqu'elles ont, au même titre que les hommes, besoin de vivre en société, il est certain qu'elles voudront s'accorder avec leurs semblables, mâles et femelles, pour satisfaire à leurs besoins au plus grand avantage et d'elles-mêmes et de tous.

Ambroise. — Je comprends : vous considérez la femme comme l'égale de l'homme. Pourtant, beaucoup de savants, après examen de la structure anatomique et des fonctions physiologiques de l'organisme féminin, soutiennent que la femme est naturellement inférieure à l'homme.

Georges. — On le sait. Quelle que soit la chose à soutenir, vous trouverez toujours un savant pour cela. Il y a des savants qui admettent l'infériorité de la femme ; d'autres, au contraire, soutiennent que ses facultés et sa capacité de développement équivalent celles de l'homme et que si aujourd'hui les femmas sont généralement moins intelligentes que les hommes, cela dépend de l'éducation qu'elles reçoivent et du milieu où elles vivent. Si vous cherchez bien, vous trouverez également des savants, ou du moins des savantes, qui déclarent que l'homme est un être inférieur destiné à libérer la femme des travaux matériels, afin de la laisser à ses vocations géniales. Je sais que cette thèse-là a été soutenue en Amérique.

Mais qu'importe. Il ne s'agit pas ici de résoudre un problème scientifique, mais de réaliser un vœu, un idéal humain. Donnez à la femme tous les moyens et toute la liberté de se développer : il n'en résultera que ce qui peut en résulter. La femme sera-t-elle l'égale de l'homme, sera-t-elle plus intelligente ou moins intelligente que lui, c'est ce que les faits démontreront. La science, du reste, profitera de l'expérience, puisqu'elle aura alors des faits positifs, sur quoi élever ses inductions.

Ambroise. — Donc, vous ne prenez pas en considération les facultès naturelles aux individus ?

Georges. — Pas dans le sens qu'elles doivent créer des droits. Dans la nature vous ne trouverez pas deux individus égaux ; mais nous réclamons pour tous l'égalité sociale, c'est-à-dire les mêmes moyens, les mêmes conditions : — et nous croyons que cette égalité non seulement répond au sentiment de justice et de fraternité qui s'est développé dans l'humanité, mais aussi tourne au réel avantage de tous, forts ou faibles.

Parmi les hommes aussi, parmi les mâles, les uns sont plus intelligents, les autres moins, mais on n'admet pas pour cela que les uns doivent avoir plus de droits que les autres. Certains soutiennent que les blonds sont mieux doués que les bruns ou viceversa ; que les races à crâne oblong sont supérieures à celles à crâne large ou viceversa ; et la question, si elle a une base rationnelle, est certainement intéressante pour la science ; mais étant donné l'état actuel des sentiments et des idéaux humains, il serait absurde de prétendre que les blonds et les dolichocéphales doivent commander aux bruns et aux brachycéphales ou viceversa.

N'est-ce pas votre avis ?

Ambroise. — D'accord. Mais revenons à la question de la famille. Vous voulez l'abolir ou l'organiser sur une autre base ?

Georges. — Voici. Dans la famille, il est nécessaire de considérer les relations économiques, les relations sexuelles et les relations entre enfants et parents.

En tant qu'institution économique, il est clair que la famille n'aura plus de raison d'exister et qu'elle disparaîtra en fait, dès que sera abolie la propriété individuelle et par conséquent l'héritage. En ce sens, du reste, la famille est déjà abolie pour la grande majorité de la population, composée de prolétaires.

Ambroise. — Et pour les relations sexuelles ? Vous voulez l'amour libre, la....

Georges. — Allons donc ! Croyez-vous qu'il peut exister un amour esclave ?

Vous trouverez la cohabitation forcée, l'amour feint, par force, par intérêt ou par convenance sociale ; il y aura même des hommes et des femmes qui respecteront le lien matrimonial par conviction religieuse ou morale ; mais l'amour vrai ne peut exister, ne se conçoit pas sinon parfaitement libre.

Ambroise. — C'est vrai ; mais si chacun suivait les caprices que lui inspire le dieu amour, il n'y aurait plus de morale et le monde deviendrait un lupanar.

Georges. — En fait de morale, vous pouvez vous vanter vraiment des résultats de vos institutions. L'adultère, les mensonges de toutes sortes, les haines longuement couvées, les maris qui tuent leurs femmes, les femmes qui empoisonnent leurs maris, les infanticides, les enfants qui grandissent parmi les scandales, les querelles familiales.... Est-ce là la morale que vous croyez menacée par la liberté de l'amour ?

C'est aujourd'hui vraiment que le monde est un lupanar, parce que les femmes sont fréquemment obligées de se prostituer pour vivre ; parce que le mariage souvent contracté par pur calcul d'intérêt, est toujours pour toute sa durée une union dans laquelle l'amour n'entre pas du tout ou n'entre que comme un accessoire.

Assurez à tous les moyens de vivre d'une manière convenable et indépendante, donnez à la femme la complète liberté de disposer de sa personne, détruisez les préjugés religieux ou autres qui astreignent les hommes et les femmes à toutes sortes de convenances — dérivant de la servitude et la perpétuant — et les unions sexuelles seront faites d'amour, dureront autant que durera l'amour, et ne produiront que la félicité de l'individu et le bien de l'espèce.

Ambroise. — Mais enfin, êtes-vous partisan des unions perpétuelles ou des unions temporaires ? Voulez-vous les couples séparés ou la multiplicité et la variété des relations sexuelles ou même la promiscuité complète ?

Georges. — Nous voulons la liberté.

Jusqu'à présent, les unions sexuelles ont tant subi la pression de la violence brutale, de la nécessité économique, des préjugés religieux et des prescriptions légales qu'il n'est pas possible de déduire quel sera le mode de relations sexuelles qui répondra le mieux au bien physique et moral de l'individu et de l'espèce.

Il est certain qu'une fois éliminées les conditions qui, aujourd'hui, rendent artificielles et forcées les relations entre hommes et femmes, il se constituera une hygiène et une morale sexuelles qui seront respectées, non parce que légales, mais par la conviction, basée snr l'expérience, qu'elles satisfont au bien des individus et de l'espèce.

Mais cela ne peut être que l'effet de la liberté.

Ambroise. — Et les enfants ?

Georges. — Vous comprenez que, la propriété ocmmune admise et le principe de la solidarité sociale établi sur de solides bases morales et matérielles, l'entretien des enfants appartiendra à la communauté et leur éducation sera le soin et l'intérêt de tous.

Il est probable que tous les hommes et toutes les femmes aimeront tous les enfants ; et si, comme je le crois certainement, les parents ont une affection spéciale pour ceux qui sont nés d'eux, ils n'auront qu'à se réjouir en sachant que l'avenir de leurs enfants est assuré et qu'ils ont pour leur entretien et leur éducation le concours de toute la société.

Ambroise. — Mais le droit des parents sur leurs enfants, le respectez-vous, au moins ?

Georges. — Le droit sur les enfants est fait de devoirs : a plus de droits sur eux, c'est-à-dire de droits à les guider et à les soigner, qui mieux les aime et plus s'en occupe : comme, d'habitude, les parents aiment mieux leurs propres enfants que ceux des autres, c'est aussi à eux qu'appartiendra principalement le droit de pourvoir à leurs besoins. Et à ce sujet, il n'y a pas à craindre de contestations, parce que si quelque père dénaturé aime peu ses enfants et ne les soigne pas, il sera content que d'autres s'en occupent et l'en débarrassent.

Mais si, par droit du père sur ses enfants, vous entendez le droit de les maltraiter, de les corrompre, de les exploiter, je nie d'une manière absolue ce droit et je crois qu'aucune société digne de ce nom ne le reconnaitrait et ne le souffrirait.

Ambroise. — Mais vous ne pensez pas que cette manière de confier la responsabilité de l'entretien des enfants à la collectivité provoquerait une telle augmentation de la population qu'il n'y aurait plus de quoi vivre pour tous ? Et vous ne voulez pas entendre parler du malthusianisme que vous appelez une chose absurde !

Georges. — Je vous ai dit autrefois qu'il est absurde de prétendre que la misère actuelle dépend de l'excès de la population et de vouloir y remédier par les pratiques malthusiennes. Mais je reconnais bien volontiers la gravité de la question de la population et j'admets que dans l'avenir, quand tous les enfants qui naîtront auront leur entretien assuré, la misère pourrait renaître par excès réel de population.

Les hommes émancipés et instruits penseront, quand ils le jugeront nécessaire, à mettre une limite à la trop rapide multiplication de l'espèce ; et j'ajoute qu'ils n'y penseront sérieusement que quand seront détruits les accaparements, les privilèges, les obstacles mis à la production par l'avidité des propriétaires ; quand auront disparu toutes les causes sociales de la misère, alors seulement la nécessité de proportionner le nombre des vivants à la possibilité de la production, et à l'espace disponible, apparaîtra à tous simple et évidente.

Ambroise. — Mais si les hommes ne veulent pas y penser !

Georges. — Alors tant pis pour eux.

Vous ne voulez pas comprendre qu'il n'est aucune providence divine ou naturelle qui s'occupe du bien des hommes. Leur bien, il est nécessaire que les hommes s'en occupent eux-mêmes, en faisant ce qu'ils trouvent utile et nécessaire pour parvenir au but.

Vous dites toujours : mais s'ils ne le veulent pas ? En ce cas, ils n'arriveront à rien et resteront toujours en proie aux forces aveugles qui les environnent.

Il en est de même aujourd'hui : les hommes ne savent ce qu'il faut faire pour devenir libres ou, s'ils le savent, ils ne veulent pas le faire. C'est pourquoi ils restent esclaves.

Mais nous espérons qu'ils sauront et voudront plus vite que vous ne pensez.

Alors, ils seront libres.

Errico Malatesta.

Religion pour religion, l'urne populaire est encore au dessous de la sainte ampoule mérovingienne. Tout ce qu'elle a produit a été de changer la méfiance en dégoût, et le scepticisme en haine.

P.-J. Proudhon.

Pierre KROPOTKINE

Nous venons d'éditer deux cartes postales avec la dernière photographie (novembre 1920) de Pierre Kropotkine. Prix : 10 cent.